

Ensuite :
« L'armée est l'école du vice, du crime et de la lâcheté. »
Enfin un article intitulé « s'il y a la guerre, que ferons-nous ? »

Il y a deux dessins poursuivis ; l'un celui de première page, représente un jeune soldat que l'on revêt des frusques militaires ; il porte comme légende : *L'autorité*. Voici d'abord un képi pour te comprimer le cerveau.

Le capital : Voici ensuite une livrée à boutons d'or pour que tu te souviennes que tu es à notre service.

La Patrie : Voici un pantalon rouge afin que tu puisses marcher même dans le sang de tes frères.

L'autre dessin représente un soldat qui jette son fusil en disant : « Vous m'avez armé pour la défense du territoire, je refuse de faire le flic, le renégat et l'assassin. » En dédicace, on lit : « Hommage au soldat Lecoin qu'on a laissé emprisonner. »

Et c'est tout ! Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Quantité d'écrivains conservateurs ou cléricaux en ont bien dit d'avantage. Mais il est vrai que nous sommes sous le ministère Bertheux-Moris, ministère si cher au cœur de M. Jaurès !

SI GRANDJOUAN ETAIT ALLEMAND !

Si Grandjouan était Allemand, dès l'annonce des poursuites intentées contre lui, tout le grain des Arts et des Lettres se serait dressé pour protester. On l'aurait invité à venir à Paris se faire acclamer. Willette aurait prononcé un grand discours, et les brasseries de Montmartre auraient trépidé à son passage, sous les bravos frénétiques des soupoures.

Mais Grandjouan n'est pas Allemand ; il est né en France, et c'est pourquoi il lui est interdit de faire servir son crayon à la diffusion de la propagande libertaire.

Hänsi et Zislin furent, pendant quelques jours, les idoles du Cabotinville parisien pour avoir raillé l'insolence des vainqueurs germains à l'égard des annexés alsaciens-lorrains.

Grandjouan ne demande pas les applaudissements et les ovations qui furent prodigués aux deux dessinateurs d'outre-Rhin ; il réclame tout simplement le droit, pour lui aussi, de railler la peu courageuse armée qui brutalise en ce moment les Marocains, ces autres annexés...

L'OPINION DE LA PRESSE

Après la Bataille Syndicaliste et l'Humanité, l'Intransigeant proteste à son tour contre l'emprisonnement de Sagrista.

Notre confrère quotidien s'exprime en ces termes dans le numéro du 16 mai : « Nous n'aimons point nous mêler des affaires de l'étranger, car nous n'aimons point que l'étranger se mêle des nôtres. Mais l'on peut cependant s'étonner que le dessinateur espagnol Sagrista ait été condamné à neuf ans de prison pour deux dessins politiques. »

« L'Humanité reproduit, ce matin, ces dessins. Nous reconnaissons bien volontiers que ni « L'hommage à Ferrer », ni le « Toesin révolutionnaire » ne valent un pareil châtiement et nous comprenons les protestations qui se font entendre contre cette sentence qu'Alphonse XIII, sous l'influence des partis politiques, laisse exécuter. »

Qu'attendent les autres journaux pour protester ?

Et nos humoristes ? Leur silence va-t-il durer plus longtemps ?

FETE ENFANTINE

Dimanche, 21 mai, à 1 h. 3/4, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, les « Pupilles du 3^e » donneront leur fête annuelle.

Us joueront : « Les Jeux du Dimanche », scène moralisatrice de la vie enfantine, composée expressément (livret et musique) par notre ami Charles d'Avray.

Au programme également : chants et récits, par les « Pupilles du 3^e ».

Entrée : 50 centimes (gratuit pour les enfants au-dessous de 12 ans).

A Genoux !

Le général Mammoury, commandant la place de Paris, vient de faire connaître aux corps de la garnison que, lorsque, dans une cérémonie à laquelle elle prête son concours, une musique militaire joue la Marseillaise, tous les musiciens doivent être debout.

Il en sera de même lorsqu'une musique militaire jouera, à titre d'honneur, un hymne national étranger.

« La Marseillaise étant devenue l'hymne officiel de notre infâme bourgeoisie régnante, nous trouvons excellent qu'elle soit assimilée au Dieu sauve le roi et autres cantiques de cet acabit. »

Mais ce n'est pas assez qu'elle soit jouée debout ; nous demandons que les musiciens se mettent à genoux et que, pendant ce temps, un Rothschild, un Dujayel ou un Aynard les bénisse.

Pour la Révolution Mexicaine

Les révolutionnaires mexicains, dont nous avons eu l'occasion de signaler le but de transformation sociale par eux poursuivi dans leur lutte héroïque et déjà terriblement longue, viennent de lancer le manifeste suivant :

Aux travailleurs du monde entier

Camarades,

Il y a environ quatre mois que le drapeau rouge du prolétariat flotte sur les champs de bataille du Mexique, soutenu par des travailleurs émancipés dont les aspirations se résument dans ce sublime cri de guerre : *Terre et Liberté !*

Le peuple mexicain est en rébellion ouverte contre ses oppresseurs et les propagandistes des idées modernes participent à l'insurrection générale. Ces derniers, convaincus de l'inefficacité des panacées politiques pour sauver le prolétariat de l'esclavage économique, ne croient pas à la bonté des gouvernements paternels ni à l'impartialité des lois élaborées par la bourgeoisie. Ils savent que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et ne comptent que sur l'efficacité de l'action directe. Ils méconnaissent d'ailleurs, le droit « sacré » de propriété, et n'ont empoigné les armes pour élever aucun maître, mais pour briser les chaînes du salariat. Ces révolutionnaires sont représentés par la « Junta organizadora del Partido Liberal mejicano » (51 9 1/2 E. th St., Cal., U. S. A.), dont l'organe officiel, *Regeneracion*, explique avec clarté les tendances.

Le Parti Libéral mexicain ne lutte pas pour faire tomber le dictateur Porfirio Diaz et mettre à sa place un autre tyran. Le Parti Libéral mexicain a pris part à l'insurrection actuelle avec la ferme intention d'exproprier la terre et les instruments de travail pour les remettre au peuple, c'est-à-dire à tous et à chacun des habitants du Mexique, sans distinction de sexe. C'est l'acte qu'il considère comme essentiel pour arriver à l'émancipation effective du Mexique.

Il y a également sous les armes un autre parti : le parti antirépublicain, dont le chef, Francisco I. Madero, est un millionnaire. Sa fortune a été créée et augmentée par la sueur et les larmes des travailleurs dans ses propriétés rurales. Ce parti lutte pour rendre « effectif » le droit de vote, et constituer, en somme, une république bourgeoise comme celle des Etats-Unis. Son caractère nettement politique et capitaliste le rend naturellement ennemi du Parti Libéral mexicain, parce qu'il voit dans l'activité des libéraux un danger pour le maintien de la république, qui garantit aux politiciens, aux chercheurs d'emplois, aux « riches », à tous les ambitieux, à ceux qui veulent vivre des souffrances et de l'esclavage du prolétariat la continuation de l'inégalité sociale, du régime capitaliste, la division de la famille humaine en deux classes : exploités et exploités.

La dictature de Porfirio Diaz touche à sa fin, mais la Révolution ne cessera pas de se faire ; sur la tombe de cette ignominieuse dictature, les deux classes sociales : celle des rassasiés et celle des affamés, resteront debout, vis-à-vis l'une de l'autre et les armes à la main : la première prétendant à la prépondérance de ses privilèges, et la seconde à l'abolition de ces privilèges en instaurant un système qui garantisse à tout être humain le Pain, la Terre et la Liberté.

Cette formidable lutte entre les deux classes sociales au Mexique n'est que le premier acte de la grande tragédie universelle qui, bientôt, aura pour scène la surface de notre planète, et dont l'acte final sera le triomphe de la formule généreuse : Liberté, Egalité, Fraternité, que les révolutions politiques de la bourgeoisie n'ont pas réalisée.

Camarades du monde entier, la solution du problème social se trouve dans les mains des déserteurs de toute la terre : elle n'exige que la pratique d'une grande vertu : la Solidarité.

Vos frères du Mexique ont eu le courage d'arborer le drapeau rouge, non pas pour une puérile démonstration dans les rues, où l'on a presque toujours quelques arrestations à déplorer, mais pour l'élever fermement sur le champ de bataille comme un défi à cette vieille société que nous cherchons à détruire pour fonder sur un terrain solide la nouvelle société d'Amour et de Justice.

Nos efforts, pour généreux et dévoués qu'ils soient, seraient anéantis par l'action solidaire de la bourgeoisie de tous les pays du monde. Seulement pour avoir vu le drapeau rouge sur les champs de bataille mexicains, la bourgeoisie des Etats-Unis a obligé le président Taft à envoyer 20.000 soldats à la frontière du Mexique et plusieurs navires de guerre dans les ports mexicains. Que font pendant ce temps les travailleurs du monde entier ? Ils se croisent les bras et contemplent comme sur une scène les personnages et les péripéties de ce terrible drame, qui devrait ébranler tous les cœurs, soulever toutes les consciences, faire vibrer intensivement tous les déserteurs de la terre et les mettre debout comme un seul homme.

De l'agitation ! C'est le suprême recours du moment. Agitation individuelle des travailleurs conscients ; agitation collective des sociétés ouvrières et de celles de la Libre-Pensée ; agitation dans la rue, au théâtre,

dans le tramway, dans les centres de réunion, dans les foyers, partout où il y aura des preilles disposées à nous entendre, des consciences capables de s'indigner, des cœurs que l'injustice et la brutalité du milieu n'ont pas encore endurcis ; agitation au moyen de lettres, manifestes, feuilles, conférences, meetings, par tous les moyens possibles, afin de faire comprendre la nécessité d'agir avec rapidité et énergie en faveur des révolutionnaires du Mexique, qui ont besoin de trois choses importantes : de la protestation mondiale contre l'intervention des puissances dans les affaires mexicaines, de travailleurs conscients décidés à propager les doctrines d'émancipation sociale parmi les inconscients, et de l'argent pour soutenir la Révolution sociale au Mexique.

Camarades, faites réimprimer ce manifeste, faites-le traduire dans toutes les langues et faites-le circuler partout. Demandez à la presse ouvrière de l'insérer dans ses colonnes. Lisez *Regeneracion* et envoyez votre obole à la « Junta organizadora del Partido Liberal Mejicano », 51 9 1/2 E. 4 th., St., Los Angeles, Californie, U. E. A.

Comme le disent en terminant les révolutionnaires mexicains, leur cause est la nôtre, c'est celle de tous les déserteurs, de tous les exploités. Si nous demeurons inactifs, alors que nos frères se font tuer pour l'émancipation du travail, nous nous solidarisons par notre inertie avec la classe exploitrice de la bas et par suite nous raffermissons le pouvoir de ceux qui nous oppriment personnellement.

Car nos maîtres ont partout partie liée ; leur défaite en Amérique retentit toujours en Europe et réciproquement.

Grâce à nos gros sous et surtout à notre action, les camarades mexicains peuvent triompher. Quel appoint formidable pour notre propre libération ce serait alors que celui de tout un peuple émané par la révolte et la solidarité effective des travailleurs du monde ! Quel exemple pour les autres, quel splendide prélude pour l'émancipation générale !

Camarades, songez-y et agissez !



UNE BELLE MANIFESTATION

C'est celle qui s'est produite à Genève — toujours la Suisse : oh ! la noble éducation démocratique ! — à propos de la fermeture d'un cercle des étrangers où ceux-ci allaient se faire dépouiller proprement. Huit mille hommes se sont levés pour protester contre cette fermeture, et la protestation écrite a réuni vingt mille signatures. Dans ces nombres, le peuple figure, bien entendu, pour une large part.

Pauvre peuple, qui se lève pour défendre les intérêts de tenanciers de tripots et de leurs profiteurs, mais que ses propres intérêts laissent indifférent. Un régime autocratique donnerait, ma foi, des résultats plus nobles, quand il ne susciterait qu'une poignée de héros récidives.

LA GRANDE ESORQUERIE

L'Etat — à tout seigneur, tout honneur — devait fatalement la perpétrer. C'est chose faite, sous le nom de retraites ouvrières. Parmi toutes les preuves qu'on en a données, il faut souligner celle-ci, qui passe trop inaperçue :

Ladite loi annule, ne l'oublions pas, celle de 1905, accordant aux travailleurs âgés de 70 ans et aux infirmes un secours mensuel de 10 et 20 francs pour la province et de 30 francs pour Paris. Mais ceux qui doivent bénéficier de la nouvelle loi auraient été — à quelques centaines près — les assistés de naguère.

Il s'agit donc d'un simple virement de compte dont l'Etat profite pour extorquer des sommes énormes à la classe ouvrière.

Et c'est ça que les parlementaires, socialistes en tête, osent présenter comme une Réforme !

Est-ce que cette éclatante démonstration de leurs sinistres pitiétés ne va pas ouvrir complètement les yeux de tous les travailleurs ?

Et, sinon, qu'est-ce qu'il leur faut ?

AVEUX

Dans l'Humanité, Lagardelle, qui l'eût cru ? nous parle de l'Italie. Depuis la sanglante répression des émeutes de

1898, Milan, dit-il, n'avait connu que la propagande étroitement réformiste. Aujourd'hui, la section milanaise du parti socialiste ne compte que 500 membres. Pour une ville de 600.000 habitants, c'est peu. La cause ?

Notre peu de vigueur passée, avoue piteusement un chef socialiste milanaise. Aussi, pour reconquérir leurs sièges perdus, les arrivistes de la Sociale parlent-ils de faire barre à gauche.

Il n'est plus temps, espérons-le, d salimbanques. En apprenant à se passer de vous, le peuple se guérit des politiciens les plus hypocrites. C'est toujours un résultat, en attendant les autres.

LE SILENCE EST D'OR

Par contre, nous trouvons dans l'Humanité du même jour un article de Compté-Morel qui est à lire et à retenir. On y voit que sous le nom de publicité, la haute banque, en 1910, a versé à la « grande » presse une somme de 50 millions. Ceci sans parler des budgets permanents pour « publicité spéciale » du Crédit Lyonnais, de la Société Générale, etc., etc., qui s'élèvent, pour la première Société, à 1.200.000 francs par an, et pour la deuxième, à près de 3 millions !

Grâce à ces abondants arrosages, la « grande » presse, si prompt à exécuter un financier comme Rochette qui devenait gênant pour ses devanciers, n'a pas pipé mot de telles colossales esorqueries du Crédit Lyonnais ou de la Société Générale connues sous le nom d'« émission de la Noblesse Russe », de « Rafinerie d'Egypte », d'« Omnium Russe », d'« Oural-Volga » et autres. C'est ainsi qu'un de ces établissements vient de faire perdre 250 millions et l'autre 500 aux gogos français. Il est vrai que de telles opérations permettent à un président d'établissement financier de toucher des émoluments de 2 millions trois cent mille francs ! — ces chiffres sont à rendre maubou — et que les neuf présidents et les neuf directeurs des neuf plus gros établissements de crédit de Paris touchent ensemble 15 millions d'émoluments par an !

Il est vrai aussi que tel journal bourgeois touche par an 700.000 francs, tel autre 600.000, tel autre encore 600.000 pour un seul fermage financier.

Proletaires, méditez.

POUR LA DETENTE

Huit Camarades poursuivis

Décidément la détente s'accroît, et le jour approche où va cesser enfin le « conflit entre la classe ouvrière et le gouvernement de la République » comme dit Jaurès.

N'en doutez pas, nous marchons vers l'apaisement social. Demandez plutôt aux camarades de la Bourse du Travail et du groupe révolutionnaire de Pu-teaux.

Pour une affiche aux conscripts apposée en banlieue le 15 septembre dernier, huit d'entre eux sont convoqués, mercredi prochain 24 courant, devant le jury de la Seine pour y répondre du double crime d'outrages à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance.

S'il a fallu huit longs mois aux plats valets de la chambre des mises en accusation pour poursuivre nos camarades et les traduire en cour d'assises, c'est que pour eux (pour leur avancement) la question était délicate. C'est qu'en effet, à côté des clichés traditionnels, la plus belle phrase — après celle de l'illégalité — que Briand ait jamais prononcée, se trouvait sur l'affiche à la place d'honneur. Poursuivre l'affiche c'était, quoi qu'on fit, poursuivre la phrase de Saint-Etienne, et, ma foi, poursuivre la phrase, c'était inévitablement faire le procès du Jaune.

Le Parlement — les socialistes compris — mit heureusement fin à ce malaise. Sous Monis-la-Détente, les chats-fourrés respirèrent... et poursuivirent. Il faut reconnaître toutefois — est-ce pudeur ou reconnaissance ? — qu'ils n'ont pas retenu les paroles de leur ancien maître. Ils ont passé une éponge bienveillante sur la malencontreuse phrase.

Mais ils ont un peu compté sans leurs hôtes : nos huit camarades acceptent volontiers l'inculpation de provocation à la désobéissance, mais ils entendent bien ne pas se laisser étrangler et sont décidés à se défendre énergiquement. Notons qu'au nombre des inculpés se trouvent deux femmes, deux courageuses militantes, les camarades Aliot et Mercier.

Décidément, messieurs de la détente, je crains fort que la journée de mercredi ne soit mauvaise pour l'armée, pour la République et pour la Patrie !

Boudot.

**Camarades,
par tous les moyens,
venez en aide
au LIBERTAIRE**

Petits Pavés

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Au moment où la France est affligée d'une pluie torrentielle de décorations, vendues à l'amiable, une nouvelle nous arrive du Japon noble, une nouvelle nous arrive du Japon, le vainqueur des Russes, vient d'être nommé instituteur en raison des services qu'il a rendus à son pays.

Dans l'empire du Mikado, on comprend l'honneur de toute autre façon que chez nous. Ici, Nogi eût été bombardé, ceci est une façon de parler, grand commandeur de l'ordre des oranges-soufflés ou autre ; on lui aurait attaché force croix sur la poitrine ; là-bas, où l'instituteur est honoré, on s'est dit : « Voilà un gaillard qui mérite une récompense suprême, après avoir tué ses semblables, il va instruire les enfants. »

Il faut avouer que ceci ne manque pas de piquant. Je doute que Nogi donne de bonnes leçons à ses élèves, mais je trouve néanmoins que la récompense est infiniment plus morale au Japon qu'elle ne l'est en France. Et quelle belle leçon pour les dirigeants européens qui mettent le soldat au-dessus de l'instituteur alors qu'au Japon c'est le contraire qui a lieu. Voilà qui dénote une mentalité vraiment supérieure. Pourquoi, hélas ! ces sentiments de civilisation élevée s'effacent-ils encore, au Japon, avec des monstruosités semblables à celle de l'exécution de Kotoku et de ses amis.

Pourvu toutefois que notre chère (ô combien) République n'imit pas l'empire japonais. Non mais, voyez-vous le commandant Collet « noyer » de chiens, faire une leçon de morale avec le sujet suivant : « Soyez bons pour les animaux » ?

Ce serait à mourir de rire !

Où bien encore l'ancien adjudette des Bat-d'Af, Casanova, qui vient d'assassiner le délégué de la C. G. T. Boizard à Chars, donner à nos moutards une leçon d'histoire contemporaine...

Ohé ! Jouhaux, Yvetot et les autres copains de la Confédération, qu'est-ce que vous prendrez pour votre rhume. Et les anarchos ! Ce que nous serions arrangés ! Déjà nos idées sont salement sabotées avec les programmes de l'enseignement actuel ; que serait-ce s'ils étaient appliqués par des entraîneurs de sabre. Pauvre Hervé, ce serait alors ton tour d'être mis sur le fumier par une salété vivante et enseignante.

Alors on pourrait voir comme professeur de... franchise, ce capitaine du 11^e, dont les journaux ont oublié de nous donner le nom, qui traite ses subordonnés de menteurs. Le lieutenant d'Auzac de Campagnac du 4^e cuirassiers, enseignerait la haine de la colère, le pardon des injures et traiterait en maître les vertus chrétiennes qu'en bon catholique il pratique ; ne vient-il pas d'en donner les preuves en gérant le directeur du journal socialiste La Tribune libre de Cambrai, le citoyen Caudrillier, qui lui avait dit quelques dures vérités, et en lançant une table contre deux amis du journaliste...

La morale enseignée par les preuves serviteurs de la patrie... Ça serait épatant. Si avec de pareils instituteurs les gosses ne devaient pas devenir des brutes, ou de parfaits crétins, j'adhèrerais immédiatement à la Ligue des Patriotes.

José Landés.

Fédération révolutionnaire communiste

Dimanche dernier, la F. R. C. tenait sa réunion plénière ; nous sommes obligés de constater que beaucoup de camarades et quelques groupes ne s'intéressent pas assez à sa marche. Pourtant les camarades réunis n'ont point perdu leur temps.

La F. R. C. considère qu'il est urgent d'attirer l'attention du public et surtout des révolutionnaires sur le mouvement insurrectionnel mexicain.

En effet, ce n'est plus seulement une lutte entre bourgeois pour une présidence, c'est une révolution sociale.

Un meeting est organisé pour samedi prochain, à la Bellevilloise, d'autres suivront.

Comme il l'a été annoncé, pour commémorer la semaine sanglante de la commune, un meeting sera également organisé. L'historique de ce mouvement populaire sera fait par le vieux communiste Constant, de la Voiture, et commenté par des camarades que nous ferons connaître.

Nous rappelons que c'est toujours le dimanche 5 juin, qu'aura lieu la conférence-congrès de la F. R. C. au Foyer populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau.

Le lendemain du congrès, une promenade est organisée à Bezons.

Nous en avons la semaine dernière donné le programme.

Nous pressons les camarades qui ont l'intention d'y prendre part de nous envoyer leur nom, afin que tout soit prêt.

Rendez-vous est donné avant 9 heures à la gare Saint-Lazare pour ceux qui prendront le train à Paris.

Fédération Révolutionnaire Communiste. (Groupe du 18^e). — Réunion aujourd'hui vendredi salle de la Montmartroise 166, rue Darnérou, organisation de la réunion publique ; causerie par Beaulieu, de la Section du 18^e ; Dauthuille, secrétaire de la Fédération ; Jacquemin, du groupe du Pantin ; Buft, de la section du 19^e.

Fédération Révolutionnaire Communiste. (Groupe du 19^e). — Réunion publique et contradictoire, salle Simon, 65, rue Curial, mardi 23 à 9 h. « L'Es, croquerie des retraites ouvrières et l'illégalité d'un groupe révolutionnaire au 19^e ». Orateurs inscrits : Beaulieu, de la Section du 18^e ; Dauthuille, secrétaire de la Fédération ; Jacquemin, du groupe du Pantin ; Buft, de la section du 19^e.

Plus ça change ...

Plus c'est la même chose. Et ce n'est pas nous autres, travailleurs anarchistes, qui devons nous en étonner.

Les différents ministères qui se sont succédés au pouvoir depuis l'avènement de la troisième république ne furent autre chose que des gouvernements de défense bourgeoise et capitaliste. Ceux-là même qui s'installèrent en défense républicaine, ne le cédèrent en rien à leurs devanciers pour la tyrannie, les abus de pouvoir, les exactions et autres vilenies du ressort de gouvernants quels qu'ils soient, de quelque étiquette qu'ils se parent.

On a beaucoup fulminé contre le ministre Waldeck-Rousselle-Gallifet ; on a voué aux coups de la justice immanente les complices ministériels du grand Flic Clemenceau ; on marqua d'infamie le triste Renégat Briand, et ce ne fut que juste. Leurs règnes ne furent qu'une longue suite de méfaits à l'encontre de la classe ouvrière. On a pu même remarquer que plus les ministères paraissaient inclinés à gauche, plus les coups qu'ils assénaient sur le prolétariat étaient violents et répétés.

Il est inutile de rappeler ici tous les crimes du Pouvoir depuis la clôture de l'affaire Dreyfus. La liste serait trop longue des emprisonnés pour faits de grèves ou délits de manifestation ; ils seraient trop nombreux à citer ceux qui eurent à subir les brutalités des hordes policières lâchées à chaque instant par les classes dirigeantes contre les masses plébéiennes. Quant aux morts, quant à ceux que les brutes avinées — soldats, sergents ou gendarmes — ont tués au cours des conflits entre le Capital et le Travail, si on les exhumaient tous, quelle revue macabre on ferait !

Laissons-les dormir, ces assassins, et parlons seulement des dernières victimes du ministère cher au citoyen Jaurès, du ministère Monis.

Les camarades ont été mis au courant par les quotidiens. Ils savent comment fut accueillie, à Paris, par Lépine et Monis, l'idée de l'Union des Syndicats de la Seine, de faire le 1^{er} Mai 1911, dans la capitale de la France républicaine, une manifestation calme, une démonstration pacifique dans le genre de ce qui se fait en Angleterre, en Belgique et dans quelques autres pays en puissance de monarchies.

L'U. des S. doit être fixée maintenant sur la différence qu'il convient de faire entre les ministères bourgeois : opportunistes, radicaux et socialistes. Le 1^{er} Mai, la rue, à Paris, appartenait au préfet de police et à ses bandes ; les travailleurs en furent chassés brutalement ; et s'ils la gardèrent en quelques endroits, c'est parce qu'ils surent y montrer l'énergie farouche et décidée qu'on aurait dû avoir un peu partout ce jour-là.

Sur certains points de Paris et de la banlieue, des camarades restèrent entre les mains de l'ennemi. Les postes de police — cela a été rapporté ici même et dans les journaux socialistes, ouvriers et révolutionnaires — en virent de belles. Le passage à tabac, que Clemenceau naguère affirmait avoir été supprimé, se pratiqua d'une façon copieuse : la plupart des manifestants arrêtés se présentèrent devant les tribunaux avec des visages tuméfiés, des corps marbrés par les coups. Ce qui ne les empêcha point d'être condamnés : presque tous pour violence à agents, ce qui est le comble.

Les prisons de la République renferment en ce moment des masses de travailleurs arrêtés un peu partout, lors du dernier Premier Mai. La *Bataille Syndicaliste* a mentionné toutes les arrestations. Elle a enregistré les condamnations qui ont atteint presque tous les inculpés. C'est, pour Paris et la banlieue : Devillers, condamné à deux mois ; Soissons à un mois, Théod à dix jours, Laurier à six mois, etc. C'est surtout Le Scornec — agresseur du flic galonné Faralicq — condamné à deux ans de prison ; etc., etc. C'est encore tous ceux qu'on a coiffés un peu partout en province.

Qui donc disait que le ministère Monis serait le ministère de l'apaisement ? Il n'y paraît point ! Quoique bien jeune encore, il suit glorieusement la trace de ses aînés.

Comme eux, il veut être ce que doit être tout ministère : le vrai chien de garde du Capital, le défenseur des intérêts bourgeois, le paladin des classes privilégiées. Tous ses coups — et ils portent — sont dirigés contre les prolétaires. Ses efforts tendent tous à maintenir sous le joug les esclaves modernes, à faire taire les récalcitrants, à châtier les révoltés.

Et c'est dans l'ordre. Aussi, trêve de jérémiades inutiles, assez de malédictions dont les tripouilles au pouvoir se rient. Des abominations que commettent ceux qui sont les maîtres du moment, ne soyons pas surpris. Ouvriers révolutionnaires, anarchistes, sachons mettre à profit les saletés du régime actuel, ses turpitudes et ses crimes, pour semer dans le cœur du populaire la haine féconde, la haine libératrice.

Une même incohérence se rencontre dans les actes du gouvernement d'aujourd'hui, comme de ceux qui le précèdent. Tous les ouvriers arrêtés au cours de la journée du 1^{er} Mai 1911, furent, dès leur arrivée dans les geôles très républicaines que M. Malvy tient sous sa houlette — sous sa trique serait plus vrai — collés au régime du droit commun. Après protestation des avocats des pri-

sonniers, des prisonniers eux-mêmes et de l'opinion publique, M. le sous-secrétaire d'Etat à la Justice daigna faire savoir que le régime politique serait appliqué aux simples manifestants. Quant à ceux qui se seraient rendus coupables, ou que la ficaille (le mot n'est pas de M. Malvy) déclarerait s'être rendus coupables de violence et voies de faits sur les agents de la force publique, à eux, la cellule, les fayots pas cuits et l'affreuse boule de son du droit commun.

Ceci ne doit pas être ! Si le sous-ministre Malvy est fou, la classe ouvrière, elle, est en pleine possession de sa raison. Elle se doit donc de protester de toute la force de ses organisations, et avec tous les moyens dont elle dispose : journaux, réunions, manifestations, etc., contre une telle façon de faire.

Alors que la Camelote Royale ne laisse pas ses amis à l'abandon, et exige pour tous les siens arrêtés, emprisonnés, condamnés ou non, le bénéfice du régime politique, le prolétariat syndiqué ne peut faire moins pour tous ceux qui, le 1^{er} Mai dernier, tombèrent entre les sales pattes des bêtes policières. Le régime politique ne doit pas être le privilège des goupes royalistes, les ouvriers révolutionnaires y ont droit, eux aussi. On doit l'accorder à tous. On l'aura, si nous savons le vouloir.

Cela, d'ailleurs, ne nous raccommode point avec le régime actuel. La prison politique, c'est toujours la prison. Ce que nous voulons, nous autres travailleurs libéraux, c'est pas de prisons du tout ! Or, comme le système social présent doit en comporter fatalement s'il veut vivre et se maintenir, c'est ce système qu'il nous faut saper, ce système que nous devons abattre, afin que sur ses ruines nous établissions la société d'harmonie, la société sans contrainte d'aucune sorte, la société sans dieux ni maîtres.

Louis Granddier.

Carnet d'un Révolté

La conférence de Sébastien Faure, sur l'« Antisémitisme et la Classe ouvrière », est une gifle de plus appliquée sur la gueule sinistre des imbéciles qui voulaient susciter un mouvement antisémite dans la classe ouvrière.

La tentative, heureusement, a pitoyablement échoué ; les travailleurs ont compris tout ce qu'il y avait d'absurde à vouloir accuser tous les juifs d'être la cause de notre misère et de notre exploitation. Ils ont compris qu'il était faux d'affirmer que tout est entre les mains des juifs.

Il serait trop long d'énumérer toutes les preuves que Sébastien Faure en a données ; en voici toujours une qui est d'importance. Pour quatre Compagnies de Chemins de fer comptant 60 administrateurs, nous trouvons 5 juifs.

Banque de France, 15 administrateurs, 1 juif.

Comptoir d'Escompte, 12 administrateurs, 1 juif.

Crédit Lyonnais, 13 administrateurs, pas de juif.

Société Générale, 14 administrateurs, pas de juif.

Forges et Acieries de France ; Omnibus ; Ouest-Parisien-Électrique ; Forges et Chantiers de la Méditerranée ; Mines de Courrières ; Mines de Blanz, pas de juif.

On le voit par là, il est complètement faux de dire que tout est entre les mains des juifs.

Si l'antisémitisme est absurde, il est aussi criminel, car le jour où les anti-juifs voudront faire sentir le poids de leur vindicte, ils ne pourront frapper que les petits, car les gros auront eu soin de mettre leur peau en sûreté en filant à l'étranger, et Sébastien nous cite un exemple : « Au moment où la bande de Max Régis s'était abattue sur Alger, je m'y trouvais et je vis des gens cracher à la figure des juifs... pauvres, naturellement, car les riches avaient déjà pris la fuite. »

Une indiscretion nous a permis de savoir que M. Urbain Gohier venait de terminer un livre appelé à un certain retentissement. Nous avons eu la chance d'avoir pu nous procurer quelques épreuves de cette œuvre. Disons de suite que ce volume s'intitule : *Ce que mes yeux ont vu*. On dit même que l'auteur va tenter un procès à Arthur Meyer et qu'il demandera à l'éditeur (oui, comme pour l'Armée nouvelle, de J. Jaurès) de changer de titre.

Ce volume ne contient pas moins de 40 chapitres, dont voici quelques-uns.

Dans le premier : *Ce qui m'a fait devenir antisémite*, l'auteur nous apprend que cet événement est dû à la maldresse d'un juif qui lui aurait marché sur l'orteil et ne se serait pas excusé.

Le deuxième : *La nation contre l'armée*.

Le troisième : *Où l'on voit que l'assassin de Dongé n'est autre que Jaurès*.

Le quatrième : *Pourquoi je me fous de Ferrer, de Sagrista et de Katoku*.

Le cinquième : *Pourquoi les assassins de l'agent Dufresne sont restés inconnus*.

Le sixième : *Je suis la vache à lait*, où l'auteur nous démontre que tout ce qui s'écrit depuis dix ans n'est autre que la répétition de ce qu'il a dit et écrit.

Le septième : *Pourquoi il n'y aura pas de Révolution*, dans lequel l'auteur affirme que tous les révolutionnaires et les anarchistes sont payés par les juifs, etc., etc.

Au moment de mettre en pages, on nous écrit que Gohier vient de poser le mot fin à son œuvre en pleine crise de *delirium tremens*.

Ernest Duté.

LES INDEPENDANTS

Outre les maîtres des députés, outre les grotesques et les canailles, il est encore aux indépendants un groupe important d'artistes qui ont ceci de merveilleux, qu'ils ne s'apparentent à aucune école et qu'ils n'ont qu'une caractéristique commune de leur œuvre, l'honnêteté.

En citant à leur tête Séverin Rappa, j'estime réaliser un acte de justice. On sait que chaque année, les gens du Salon d'Automne se paient le luxe de refuser un bel artiste. (Ne faut-il pas laisser la place à Mlle Dujardin-Beaumetz, qui d'abord refusée fut reçue lorsque l'on su qu'elle était la nièce du ministre.) Après Raffaelli, après Ibels, ce fut, l'an dernier, Rappa qui eut les honneurs du « reculage ».

Les portraits d'une intense vérité morale et physique qu'il expose, et où on retrouve même le souvenir de l'heure où ils furent faits, est une triomphale réponse à la haine que les « pompiers enflammés du Salon des ratés manifestent pour tout artiste consciencieux.

N'était son nom, ils refuseraient aussi Francis Jourdain, qui n'est ni cubiste, ni consisté, ni déformateur, et qui sait faire partager le plaisir qu'il a eu à voir un beau paysage ou des objets de couleurs gaies, harmonieusement juxtaposés, ou qui s'est arrêté, en badaud, à voir une station de flacons sous les arbres, et qui nous le raconte, et si simplement et avec des couleurs si fraîches, que nous l'écoutons avec intérêt.

Voici Maurice Robin, qui est un romantique de la couleur, qui voit peut-être trop noir, mais qui sait faire peser un soleil de plomb sur une foule agitée, et qui à notre époque où ce mot et ce qu'il représente sont tombés en désuétude, est un des rares artistes qui sachent ce qu'est un « dessin », cette chose complète où le simple jeu des blancs et des noirs disent et la couleur et la lumière.

Il y a encore Renfer (1) qui sait voir Paris. Chenard-Huché, qui comprend mieux le Midi, Carlot, dont les moissons ensoleillées sont depuis plusieurs années toujours les mêmes, mais qu'on revoit toujours avec la joie de prendre « un bain de soleil »... et puis c'est tout. Je sais qu'il y a un certain nombre d'artistes qu'il faut nommer dans tout compte rendu qui se respecte : Camoin, Granxow, Deltonne, Dirks, Piet, comme son nom l'indique, Picard-Ledoux, Blot, mais comme cela n'a aucun intérêt et qu'il y a à l'École des beaux-arts des centaines de jeunes gens capables d'en faire autant, ces messieurs, fussent-ils fils de nobles commerçants en tableaux, n'excuseront de les citer seulement pour ne point faillir à la coutume. Quant aux grotesques que j'ai oubliés, à Friesz, à Lhôte, à Girieud, névropathes russes qui sont légion, ils se consoleront en pensant que Charles Morice fonde sur eux le temple de l'Art Futur.

Aimé Morris.

P. S. — Le talent de Delannoy, la beauté de sa vie, dépassent l'actualité. Mes lecteurs me pardonneront si je remets à la semaine prochaine l'étude annoncée sur son œuvre. — A. M.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître : COMPÈRE-RENNARD

Compère-Rennard est une nouvelle pièce du Théâtre Social que vient d'éditer les Éditions à Bon Marché, 8, rue de Fécamp, au Havre.

Une brochure, 0 fr. 60 franco. Chénis s'est attaché surtout à écrire une pièce très simple et très facile à jouer.

La scène se passe sur un chantier de terrassiers et est des plus pathétiques et des plus éducatives.

L'auteur a eu la bonne pensée de faire précéder la brochure de sa pièce du portrait de Jules Durand, l'infortuné secrétaire du Syndicat des ouvriers charbonniers du port, dont on connaît la triste sort.

LA CROSSE EN L'AIR !

La réédition de *La Crosse en l'Air* est terminée. En vente au *Libertaire*.

(1) Renfer vient d'illustrer dans « Modern-Bibliothèque » le théâtre de Bernstein de charmants croquis qui reposent des infâmes *Cabélistes* qui enlaidissent ordinairement cette collection.

PROPOS D'UN PAYSAN

Le fiasco, ses suites

Une chose surprend agréablement les révolutionnaires et les réconforte. La foi en la légalité disparaît de l'esprit populaire. L'idée qu'il faudra nécessairement recourir à la force et faire soi-même ses affaires semble acceptée par tous. Pour un oui, pour un non, on en appelle à l'action directe.

Les événements de Laurière, cette petite commune du Limousin où pendant une semaine le drapeau rouge est resté arboré au faite de la maison commune en disent long sur ce point. Il n'y a là qu'une hisserie de peu d'importance, qui vaut plus par l'attitude des habitants de ce bourg que par les motifs du conflit. N'empêche que c'est un signe des temps nouveaux que nous allons vivre et une preuve entre mille que la magie du mot « République », si puissante il y a quelques années encore, est définitivement perdue.

Bien plus significative et plus efficace est la résistance à peu près générale à la fameuse loi des retraites. Cette escroquerie monumentale qui, jadis, aurait passé comme une lettre à la poste, est d'un accouchement plutôt laborieux. De l'aveu de tous, partisans ou adversaires, c'est un avortement.

Qu'on ne s'y trompe pas. Ce refus des ouvriers à faire leurs versements, cette désobéissance d'un peuple à une loi est un fait caractéristique. Dans l'histoire, le refus populaire d'obéir à une loi a toujours été le commencement d'une révolution triomphante.

Citons quelques exemples : en Angleterre, vers 1642, le peuple refusa d'acquiescer à l'impôt de douane (dénommé *Ship money*), sur les navires marchands. Ce fut le commencement de la Grande Révolution anglaise du dix-septième siècle.

Aux États-Unis, cent et quelques années après, la Révolution débuta par un soulèvement contre une loi de douane sur les cotons. Des balles de coton furent jetées à la mer, etc. Ça se termina par la défaite de la métropole et la proclamation de l'indépendance américaine.

En France, en 1788, le refus à peu près général des paysans de payer les dîmes et autres droits féodaux forma préface de la Révolution qui triompha en 1793.

En France encore, en 1911, le refus des ouvriers et des petits patrons de faire les versements légaux pour les retraites marque une ère nouvelle ; c'est le commencement de la fin.

Joignez à cette résistance la Jacquerie qui a éclaté en Champagne et qui dans d'autres régions couve sous la cendre, et vous conviendrez que la situation est un tantinet révolutionnaire.

Reste à savoir si les ouvriers auront assez d'énergie et de persistance pour pousser la désobéissance jusqu'au bout et s'assurer une victoire définitive.

Je me plais à rappeler un exemple donné par nos ennemis, mais qui tout de même vaut la peine d'être cité.

Il s'agit de la loi de séparation. Des cultuelles furent imposées au clergé catholique pour la dévolution des biens, meubles et immeubles gérés sous le régime concordataire par les anciennes fabriques. A tort ou à raison, l'Eglise catholique refusa net de se soumettre à ces dispositions législatives, et le Saint-Père de Rome répondit par un *non possumus*, ce qui est, en latin, une façon polie de dire le mot de Cambronne.

Ennuyés, les gouvernants tendirent la perche aux curés récalcitrants ; à défaut de cultuelles, ils s'accommodèrent de la loi de 1881 sur les réunions publiques : une petite déclaration de rien du tout valable pour toute l'année et ça ferait le joint, la messe pourrait marcher après comme avant.

Les curés dirent : « Zut » de plus belle et ne firent pas de déclaration. Par ci, par là, quelques procès-verbaux furent dressés, mais la fin finale fut que le gouvernement « cana » et que les curés eurent gain de cause. Nous y gagnâmes la suppression de la déclaration des réunions publiques.

Sans doute, allez-vous me dire, si les curés gagnèrent la partie, c'est que le gouvernement a besoin des curés. L'Eglise et l'Etat, même quand ils divorcent, c'est comme le cul et la chemise ; on aura bien moins d'égards pour la classe ouvrière.

C'est aussi mon avis, mais en fin de compte, vouloir c'est pouvoir, et si les ouvriers persistent à ne pas se laisser spolier par le nouvel impôt, la loi est dans la mélasse.

J'ai dit plus haut que la situation était révolutionnaire, que les ouvriers et les paysans avaient une tendance à recourir à l'action directe comme s'ils n'avaient fait que ça toute leur vie.

J'en augure que la C. G. T. n'échouera pas là où l'Eglise a réussi. En réalité, la révolution a commencé par la grève des postiers, elle se dessina mieux encore par celle des cheminots. Les bourgeois les plus obtus se rendent

compte que nous sommes en une période révolutionnaire.

Beaucoup s'en consolent en espérant que la Révolution sera vaincue, qu'au bout il y a la réaction, une dictature militaire qui musèlera le peuple, comme cela s'est déjà fait après les précédentes révolutions.

En cela, ils se trompent lourdement. Il y a une différence entre les révolutions passées et le commencement de révolution actuelle. La minorité qui, seule, dirigeait les premières était faible. Aujourd'hui, le peuple ne se bat plus pour tirer les marrons du feu pour les autres, il se bat pour son propre bien-être, pour s'assurer d'abord le vivre et le reste ensuite ; on ne le fera plus marcher et on ne l'arrêtera plus avec des phrases ronflantes.

Supposons, en outre, qu'une dictature militaire puisse s'implanter ; il y aurait toujours une minorité révolutionnaire assez forte pour la tenir en échec et, de plus, la révolution vaincue sur un point, renaîtrait sur un autre. N'est-elle pas partout : au Mexique, dans l'Amérique du Sud, en Italie comme en France ? Et les émeutes de Moabit, le soulèvement des mineurs gallois prouvent que les bourgeoisies anglaise et allemande doivent, comme la nôtre, commencer à réfléchir.

Le père Barbassou.

Les Retraites Mortuaires

La résistance

Pauvres retraites ouvrières ; misérable bateau désemparé que Paul-Boncour et Jean Jaurès essayent de renflouer au prix de mille efforts. Y parviendront-ils ? Peut-être ; en tout cas, ce n'est pas nous qui irons leur donner un coup de main.

La *Bataille Syndicaliste*, organe de la classe ouvrière, contribue plutôt à le couler, le pauvre petit bateau. Dans son numéro de samedi dernier elle justifiait pleinement et clairement le qualificatif d'*escroquerie* qu'on a donné dès le début à ces fameuses retraites.

L'*Humanité*, dans son numéro du même jour, et par un contraste plaisant, nous apportait un article du tonitruant Jaurès, dont je détache ces lignes :

« Ceux qui parlent encore d'escroquerie, ceux qui continuent à dire que l'Etat volera l'argent des retraites, sont obligés dès maintenant de donner des raisons, et ces raisons ne résistent pas à l'examen. »

Et continuant toujours sur le même ton, il s'efforçait à démontrer dans cet article que l'Etat est le plus sûr garant des fonds qu'on peut lui confier sans crainte. La preuve, d'après lui, c'est que le nombre des souscripteurs à la Caisse d'épargne va croissant d'année en année.

C'est facile à comprendre, n'est-ce pas ? Puisque les petits rentiers confient leur épargne à l'Etat avec une telle désinvolture, c'est une preuve certaine, indéniable, que ce dernier a les reins solides et qu'il est honnête.

Pourtant, direz-vous, il y a bien des banques, très prospères en apparence, dont le nombre des souscripteurs s'accroît aussi d'année en année et qui tout d'un coup... crac !

Mais ça c'est tout à fait accidentel, et Rochette était un honnête homme qui trouva sur son chemin un nombre considérable de poires, ne demandant qu'à se laisser taper...

Au fait, on peut bien faire cette concession à Jaurès : on peut admettre, sans trop se faire tirer l'oreille, que l'Etat est encore le plus honnête et le plus sûr des banquiers. Dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois et dans celui des requins de la finance monsieur l'Etat peut passer pour le plus scrupuleux, relativement s'entend, très relativement.

Mais que Jaurès réponde de son honorabilité tant qu'il voudra, cela ne suffit pas à la classe ouvrière. Pour elle, il lui faut d'autres garanties.

Notre premier trombone aura beau continuer à se démenner comme un pou dans la poix, il ne parviendra jamais à prouver qu'en cas de révolte, par exemple, l'argent de la classe ouvrière ne servirait pas à la mitraille.

Il ne parviendra pas à établir non plus, qu'avec la méthode qui doit servir à appliquer la loi, les prolétaires ne seront pas mis en carte comme de vulgaires putains.

Il ne parviendra pas non plus... mais, inutile d'insister, puisque Jaurès lui-même trouve cette loi défectueuse. Seulement, lui et ses amis parlementaires se figurent, ou feignent de se figu-

